



## **ASSOCIATION COMITE DES ŒUVRES SOCIALES (C.O.S)**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Avenue du Parc  
2 le Campus  
95032 CERGY PONTOISE CEDEX

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2019

# COMITE DES ŒUVRES SOCIALES

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale de l'ASSOCIATION COMITE DES ŒUVRES SOCIALES,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **L'ASSOCIATION COMITE DES ŒUVRES SOCIALES** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 3 juin 2020, sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Nos contrôles ont notamment porté sur la régularité de la comptabilisation en produits des subventions ainsi que des contributions des agents ;

- plus généralement, les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'association et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cergy, le 2 septembre 2020

Le commissaire aux comptes

**EXPONENS**



Stéphane CUZIN

Associé

BILAN ACTIF	Exercice 2019			Exercice 2018
	Montant brut	Amortissements & dépréciations	Montant net	Montant net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Matériel informatique	999,00 €	999,00 €	- €	- €
Total immobilisations corporelles	999,00 €	999,00 €	- €	- €
Titres-immuebles temps partagé	107 796,83 €	107 796,83 €	- €	12 104,84 €
Parts Crédit Mutuel	15,00 €	- €	15,00 €	15,00 €
Aides remboursables	12 929,11 €	- €	12 929,11 €	14 998,70 €
Prêts sociaux	- €	- €	- €	- €
Prêts santé-handicap	4 111,24 €	- €	4 111,24 €	4 266,53 €
Prêts immobiliers	33 648,74 €	- €	33 648,74 €	44 726,31 €
Prêts logements	- €	- €	- €	75,73 €
Prêts amélioration de l'habitat	28 208,72 €	- €	28 208,72 €	30 469,51 €
Prêts équipement 1ère nécessité	- €	- €	- €	304,48 €
Prêts réparation véhicule	1 740,34 €	- €	1 740,34 €	1 996,52 €
Dépôts&cautionnements versés	52 888,01 €	- €	52 888,01 €	52 756,71 €
Total immobilisations financières	241 337,99 €	107 796,83 €	133 541,16 €	161 714,33 €
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>242 336,99 €</b>	<b>108 795,83 €</b>	<b>133 541,16 €</b>	<b>161 714,33 €</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Fournisseurs - avances	11 817,00 €	- €	11 817,00 €	77 585,50 €
Agents COS	167 094,03 €	- €	167 094,03 €	182 640,71 €
Créance/Conseil Départemental	- €	- €	- €	140 994,39 €
Créance/CAF	83 698,35 €	- €	83 698,35 €	93 568,16 €
Créance/SMBO	820,66 €	- €	820,66 €	337,47 €
Débiteurs divers	664,00 €		664,00 €	- €
Titres de placements	350 602,48 €	- €	350 602,48 €	50 000,00 €
Livrets Association	729 922,81 €	- €	729 922,81 €	982 134,19 €
Banques et caisse	107 827,26 €	- €	107 827,26 €	24 993,06 €
Charges constatées d'avance	196 718,97 €	- €	196 718,97 €	28 696,97 €
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>1 649 165,56 €</b>	<b>- €</b>	<b>1 649 165,56 €</b>	<b>1 580 950,45 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 891 502,55 €</b>	<b>108 795,83 €</b>	<b>1 782 706,72 €</b>	<b>1 742 664,78 €</b>

BILAN PASSIF	Exercice au 31/12/2019	Exercice au 31/12/2018
<b>FONDS PROPRES</b>		
Réserves au 01/01/1990	900 540,21 €	900 540,21 €
Apport sans droit de reprise	43 198,62 €	43 198,62 €
Report à nouveau	157 229,70 €	197 313,73 €
Résultat de l'exercice	- 50 064,59 €	- 40 084,03 €
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>1 050 903,94 €</b>	<b>1 100 968,53 €</b>
<b>DETTES</b>		
Dépôts reçus pour FDR crèche	52 000,00 €	52 000,00 €
Fournisseurs	97 708,76 €	39 880,10 €
Agents COS	23 320,92 €	223 199,70 €
Etat, IS	1 116,00 €	1 813,00 €
SDIS	16 507,30 €	18 784,95 €
Conseil Départemental	54 231,50 €	- €
Autres créanciers	4 560,00 €	12 230,30 €
Produits constatés d'avance	482 358,30 €	293 788,20 €
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>731 802,78 €</b>	<b>641 696,25 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 782 706,72 €</b>	<b>1 742 664,78 €</b>



<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>Exercice 2019</b>	<b>Exercice 2018</b>
<b>PRODUITS</b>		
Subventions	1 956 840,08 €	2 094 821,57 €
Participations des agents	552 951,69 €	550 794,20 €
Don manuel	- €	84,18 €
Produits divers	4 345,00 €	6 502,00 €
Reprise de provisions&Transferts de charges	- €	153,00 €
<b>Total des produits</b>	<b>2 514 136,77 €</b>	<b>2 652 354,95 €</b>
<b>CHARGES</b>		
Achat petit matériel	- €	219,00 €
Services extérieurs	11 752,36 €	24 187,93 €
et Autres Services extérieurs	56 854,51 €	59 569,32 €
Impôts et taxes	- €	- €
Charges de personnel	361 218,68 €	349 381,29 €
Autres charges de gestion	2 150 954,73 €	2 279 983,27 €
Dotations aux amortissements	- €	78,62 €
Dotations aux provisions	- €	- €
<b>Total des charges</b>	<b>2 580 780,28 €</b>	<b>2 713 419,43 €</b>
<b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>- 66 643,51 €</b>	<b>- 61 064,48 €</b>
Produits financiers	6 111,65 €	8 043,88 €
Charges financières	- €	0,32 €
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>6 111,65 €</b>	<b>8 043,56 €</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>- 60 531,86 €</b>	<b>- 53 020,92 €</b>
Produits exceptionnels		
sur opérations de gestion	5 038,97 €	928,75 €
sur opération en capital	21 432,73 €	28 679,16 €
Reprise de provisions s/immob financières	6 143,31 €	38 538,94 €
Charges exceptionnelles		
sur opérations de gestion	- 2 783,59 €	- 146,02 €
sur opération en capital	- 18 248,15 €	- 53 250,94 €
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>11 583,27 €</b>	<b>14 749,89 €</b>
Impôt sur les sociétés	- 1 116,00 €	- 1 813,00 €
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>- 50 064,59 €</b>	<b>- 40 084,03 €</b>

<b>Contributions volontaires en nature</b>	<b>Exercice 2019</b>	<b>Exercice 2018</b>
<i>Mise à disposition gratuite de biens et services</i>		
Fournitures administratives & mobilier	11 931,05 €	758,79 €
Travaux d'imprimerie	2 031,60 €	752,00 €
Frais de fonctionnement des bureaux	3 591,69 €	4 022,00 €
Affranchissements	11 475,79 €	8 334,12 €
Frais téléphoniques (estimation)	1 700,00 €	1 700,00 €
	<b>30 730,13 €</b>	<b>15 566,91 €</b>
<i>Mise à disposition gratuite de locaux</i>		
Bureaux bâtiment E	27 188,94 €	26 291,46 €
<b>Total des contributions</b>	<b>57 919,07 €</b>	<b>41 858,37 €</b>

## ANNEXE

### Application des conventions comptables

Les comptes de l'exercice 2019 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
  - indépendance des exercices.
  - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre à l'exception des changements de présentation indiqués ci-après.
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

### Convention portant sur la mise à disposition de locaux, matériel et fournitures de prestations

Le Conseil Départemental du Val d'Oise met gratuitement à la disposition du C.O.S. pour ses activités administratives :

- des locaux à usage de bureaux, soit 138,50 m<sup>2</sup>
- l'entretien, l'assurance des bâtiments et la fourniture d'électricité et de chauffage
- la fourniture de prestations de services
- l'équipement en mobilier, matériel et fournitures de bureau.

### Rémunération des dirigeants

Les dirigeants de l'Association ne sont pas rémunérés pour leurs fonctions d'administration.



**BILAN ACTIF**Information sur l'actif immobilisé.

<b>Tableau de l'actif immobilisé</b>	<b>Au 01/01/2019</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Diminutions</b>	<b>Au 31/12/2019</b>
Matériel informatique	999,00 €	- €	- €	999,00 €
Immobilisations corporelles	999,00 €	- €	- €	999,00 €
Titres-immuebles temps partagé	126 044,98 €	- €	18 248,15 €	107 796,83 €
Participation Crédit Mutuel	15,00 €	- €	- €	15,00 €
Titres & Participations	126 059,98 €	- €	18 248,15 €	107 811,83 €
Prêts d'honneur	- €	- €	- €	- €
Aides remboursables	14 998,70 €	7 686,11 €	9 755,70 €	12 929,11 €
Prêt social	- €	- €	- €	- €
Prêts santé handicap	4 266,53 €	2 332,00 €	2 487,29 €	4 111,24 €
Prêts Immobiliers	44 726,31 €	10 000,00 €	21 077,57 €	33 648,74 €
Prêts logements	75,73 €	- €	75,73 €	- €
Prêts amélioration habitat	30 469,51 €	12 000,00 €	14 260,79 €	28 208,72 €
Prêts équipement 1ère nécessité	304,48 €	- €	304,48 €	- €
Prêts réparation véhicule	1 996,52 €	1 600,00 €	1 856,18 €	1 740,34 €
Prêts	96 837,78 €	33 618,11 €	49 817,74 €	80 638,15 €
Dépôts & cautions versés	52 756,71 €	256,76 €	125,46 €	52 888,01 €
<b>Total de l'actif Immobilisé</b>	<b>276 653,47 €</b>	<b>33 874,87 €</b>	<b>- 68 191,35 €</b>	<b>242 336,99 €</b>

<b>Tableau des dépréciations des actifs</b>	<b>Au 01/01/2019</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Diminutions</b>	<b>Au 31/12/2019</b>
Titres-immuebles temps partagé	113 940,14 €	- €	6 143,31 €	107 796,83 €
Prêts aux agents	- €	- €	- €	- €
<b>Total des dépréciations</b>	<b>113 940,14 €</b>	<b>- €</b>	<b>6 143,31 €</b>	<b>107 796,83 €</b>

<b>Tableau des amortissements</b>	<b>Au 01/01/2019</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Diminutions</b>	<b>Au 31/12/2019</b>
Matériel informatique	999,00 €	- €	- €	999,00 €
Amortissement linéaire sur 3 ans				
<b>Total des amortissements</b>	<b>999,00 €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>999,00 €</b>

**COMPTE DE RESULTAT**

Information sur les opérations portant sur les titres immeubles en temps partagé.

Titres-immeubles en temps partagé- SCI en liquidation	Valeur d'acquisition des titres sortis	Valeur liquidative des titres	plus-value réalisée	Reprise de provisions
AVORIAZ les Alpazes 1B Clôture de la liquidation de la SCI appart 305 - 540 parts appart 610 - 540 parts	18 248,15 €	21 432,73 €	3 184,58 €	6 143,31 €
	18 248,15 €	21 432,73 €	3 184,58 €	6 143,31 €

Les provisions pour dépréciation constituées à hauteur de 100% de la valeur des parts détenues ont fait l'objet de reprises au compte de résultat en fonction des informations connues au moment de l'établissement du bilan.

Information sur les créances irrécouvrables.

Créances irrécouvrables	Pertes	Reprise de provisions
Prêts aux agents	65,00 €	- €
Prestations repas agents partis	900,90 €	- €
	965,90 €	- €

**Compte de résultat analytique****" Gestion de la Crèche interentreprises de Cergy Saint-Christophe"**

<b>COMPTE DE RESULTAT ANALYTIQUE</b>		<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>PRODUITS</b>			
Subventions du Conseil Départemental		110 512,20 €	108 540,00 €
Subventions du Conseil Départemental - à régulariser		- €	- €
Reversement quote-part subvention CAF	Exercice N-1	- €	- 13 849,69 €
Reversement quote-part subvention CAF	Exercice N	- 55 024,35 €	- 62 616,51 €
<b>Total Conseil Départemental</b>		<b>55 487,85 €</b>	<b>32 073,80 €</b>
Subventions du SDIS		33 153,66 €	32 562,00 €
Reversement quote-part subvention CAF	Exercice N-1	- €	- 4 154,91 €
Reversement quote-part subvention CAF	Exercice N	- 16 507,30 €	- 18 784,95 €
<b>Total SDIS</b>		<b>16 646,36 €</b>	<b>9 622,14 €</b>
Subvention CAF -13 berceaux	ajustement exercice N-1	- €	18 004,60 €
Subvention CAF -13 berceaux	dotation exercice N	71 531,65 €	81 401,46 €
Subvention CAF -axe de coordination	dotation exercice N	12 166,70 €	12 166,70 €
<b>Total CAF</b>		<b>83 698,35 €</b>	<b>111 572,76 €</b>
<b>Total des produits d'exploitation</b>		<b>155 832,56 €</b>	<b>153 268,70 €</b>
<b>CHARGES</b>			
Facturation Babilou			
10 berceaux CG 95		110 512,00 €	108 540,00 €
3 berceaux SDIS		33 153,60 €	32 562,00 €
<b>Total des charges d'exploitation</b>		<b>143 665,60 €</b>	<b>141 102,00 €</b>
<b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>12 166,96 €</b>	<b>12 166,70 €</b>

**Compte de résultat analytique****"Gestion de l'indemnité prestation-repas"**

COMPTE DE RESULTAT ANALYTIQUE	Exercice 2019	Exercice 2018
<b>PRODUITS</b>		
Subventions du Conseil Départemental - à recevoir	792,85 €	203 610,90 €
Reversement d'une créance de 2016	- €	159,72 €
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>792,85 €</b>	<b>203 770,62 €</b>
<b>CHARGES</b>		
Indemnités "Prestation-repas" - solde 2018 - à verser	2 505,25 €	201 678,92 €
Indemnités "Prestation-repas" - solde 2018 - rejets virements -	727,15 €	- €
Indemnités "Prestation-repas" complément exercice N-1	- €	2 091,70 €
Indemnités "Prestation-repas" -2018 versée à tort	- 1 886,15 €	- €
Créances irrécouvrables sur exercice 2018	900,90 €	- €
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>792,85 €</b>	<b>203 770,62 €</b>
<b>Résultat de fonctionnement</b>	<b>- 0,00 €</b>	<b>- 0,00 €</b>

**Compte de résultat analytique****"Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie"**

COMPTE DE RESULTAT ANALYTIQUE		Exercice 2019	Exercice 2018
<b>PRODUITS</b>			
Subvention CD 95 - DPA	<i>2017 report sur 2018</i>	- €	6 239,00 €
Subvention CD 95 - DPA	<i>2018</i>	- €	5 000,00 €
Subvention CD 95 - DPA	<i>2019</i>	5 000,00 €	- €
Participation des bénéficiaires		660,00 €	1 210,00 €
Total des produits d'exploitation		5 660,00 €	12 449,00 €
<b>CHARGES</b>			
Prestations extérieures			
	Sortie du 21/01/2018	- €	6 070,00 €
	Sortie du 20/09/2018	- €	4 682,78 €
	Sortie du 07/12/2019	4 343,95 €	- €
Frais de fonctionnement		1 316,05 €	1 696,22 €
Total des charges d'exploitation		5 660,00 €	12 449,00 €
<b>Résultat de fonctionnement</b>		<b>- €</b>	<b>0,00 €</b>